



INFORMATEUR CORSE NOUVELLE
SETTIMANALE CORSU

**SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE**



Photo Towfiq Barbhuiya • unsplash

SECOURS CATHOLIQUE

NOUVEAUX PAUVRES, LA VAGUE COVID

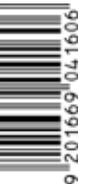
P5 À 7

1,60€



**API CORSICA
L'HOMME À QUI LES ABEILLES
MURMURENT À L'OREILLE
P24**

**KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
POLITIQUE P8
BRÈVES P10
VIE PRATIQUE P26
CARNETS DE BORD P30
ANNONCES LÉGALES P11**



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

KANAKY

FAUT TOUJOURS FAIRE UN PEU
DE MÈNAGE POUR QUE RÈGNE
LA VRAIE DÉMOCRATIE.



SECOURS CATHOLIQUE
**NOUVEAUX PAUVRES,
LA VAGUE COVID**



P5 À 7

OPINIONS

POLITIQUE **CONGRÈS FEMU A CORSICA, FRANÇOIS MARTINETTI ÉLU**

EN BREF ET EN CHIFFRES

INITIATIVE **L'HOMME À QUI LES ABEILLES MURMURENT À L'OREILLE**

VIE PRATIQUE

UN CHEF À DOMICILE

LES 10 COMMANDEMENTS DE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P10

P24

P26

P28

P30

P11

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef :

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition :

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction :

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• **Secrétariat Bernadette Benazzi**

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapresse-editions.fr

• **Annonces légales Albert Tapiero**

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

al-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés : PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML0.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

L'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

À MODU NOSTRU

Miss bashing

Passani l'anni è a mediocrità di certi cummenti nant'à i reti siciali cresci di più in più. Daretu à u so screnu, omi è donni, cù u so nomu o in modu «anonymu», si cappiani nant'à tutti i sughjetti, puru s'elli ùn ci capiscini un'acca. Ritruvemi cusì milioni di parsoni chì si pighjani pà intrenori di ballò, epidemiulugisti, ghjudici, procuratori, ghjournalisti o sperti in qualsiasi materia. Aldilà di i sbagli di sintassa è d'urtugrafia chì ùn ghjunghjimi più à cuntà, hè soprattuttu una gattivezza amara è strema chì spunta è chì pò distrughja. Un affari chì hè illustratu ogni annu, à u mumentu di a finali di u cuncorsu Miss Francia. Tutti i piduchjoni di a criazioni ùn si facini micca prigà pà fà falà cutrati nant'à i ghjovani candidati. È i critichi sò numarosi, ch'ellu s'ighi nant'à u fisicu o nant'à qualsiasi altru puntu chì pudissi svighjà u spiritu illuminatu di certi sapentioni. S'è no pighjemi l'asempiu solu di Miss Corsica – postu ch'è no semi un sittimanali corsu – bastava à fighjulà i millai di missaghji publicati nant'à Twitter pà rendasi contu di u nivellu di bistiàlità d'una mansa di diciarbillati. Trà i paragoni negativi di sumiglia cù parsunalità di u sinemà o di u ballò, i rimarchi nant'à i so costumi è u fattu ch'ella s'ighi corsa, a nostra raprisintanti, com'è parechji candidati d'altri regioni, hà racoltu tutta a mischinaria pussibili di ghjenti di pocu valori. Certi diciarani ch'ellu hè un ghjocu... Pocu ghjocu quissu! Ùn pinsarani mai à i cunsequenzi di tali o tali parolla nant'à a parsona tocca da sti detti è a so famighja? Mentri ch'ellu si parla di più in più di luttà contr'à i cumpurtamenti fastidiosi, soprattuttu contr'à i donni o puru i zitelli, ci saria da ponasi quistioni nant'à l'avvena di sta sucità di più in più stumacanti è induv'ellu hè di più in più difficili di truvà un palmu di nettu. ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenaïs?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

SI PASSA CALCOSA... ANNANT'A RETA

Vous aviez quelque chose de prévu, vous, pour la soirée du 15 décembre? Une lessive à regarder tourner, un jeu de rôle, une belote, la contemplation d'un figatellu qui grésille sur la braise? On ne sait au juste ce qu'avait prévu Emmanuel Macron, mais ce n'était pas, en tout cas, de s'adresser aux Français sur TF1 et LCI. Du moins pas

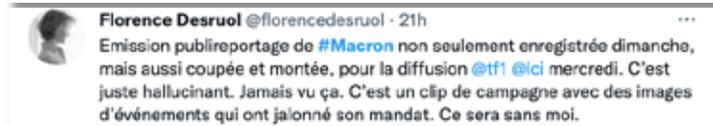
mé des twittos, non sans crier parfois aux médias godillots. Aussi, beaucoup (pas tous) ont marqué leur intention de zapper ce grand



en direct. Le temps du «*les yeux dans les yeux*» serait-il révolu? Le Président a choisi de faire enregistrer l'interview-bilan de son quinquennat pas tout à fait achevé. Certes, il était appelé ailleurs, mais alors, pourquoi choisir cette date? On savait qu'il aimait monter sur les planches, déclamer sans filet ni souffleur, improviser à l'occasion, face public; voilà soudain qu'il préfère le confort de la prise filmée qu'on peut refaire à loisir et convier ses concitoyens un rencard... en différé. Le procédé n'a pas été du goût de tous. Pas



moment de différé. D'autres ont souligné que le long-métrage proposé en prime-time et intitulé *Où va la France?* avait un côté chelou: Emmanuel Macron devait aussi y parler «*d'avenir*»... Ciel! un discours de campagne déguisé? Mais que fait le CSA? Un Gabriel



Attal offusqué a juré ses grands dieux que non, l'heure n'était pas encore à la campagne. Pourtant, un courrier adressé aux éditions Ant par les juristes de la REM, à propos de l'utilisation d'un nom de

plus que le format choisi. Deux heures?! Une paille à côté du *Soulier de satin*, d'accord, mais tout de même, y'a de l'abus, ont esti-



domaine (enmarche2022.fr créé le 7 janvier 2021) tend à indiquer le contraire. Magie du «*en même temps*» peut-être. Ou bien faut-il croire que Magritte, avec son *Ceci n'est pas une pipe*, a fortement influencé la REM? Il est vrai qu'on y compte nombre de peintres qui font dans le surréalisme. ■ EM

HUMEUR

À gauche : passez Noël ensemble !

Petit Papa Noël, cette année, au pied du sapin, je voudrais... un candidat à l'élection présidentielle. À quelques jours à peine du 25 décembre, c'est très probablement ce qu'espère voir germer, comme le blé de l'espérance, l'électeur de gauche.

Dans une campagne qui fleure bon la droite traditionaliste et voit les médias braquer leurs caméras et tendre leurs micros vers une coqueluche médiatique d'extrême-droite lancée à pleine vitesse depuis plusieurs mois, à gauche, comme il est presque de coutume si on peut dire, l'allumage prend du retard. Pourtant le cadeau... pardon, la candidate du Parti socialiste, a été choisie dès le mois d'octobre et plébiscitée par près de 70 % des adhérents. Mais voilà, dans une France dominée par des idées plus à droite sur l'échiquier politique, ces 70 % n'avoisinent plus que 5 % en «*population générale*», selon les récents sondages... Le PS ne fait pas recette. Mais c'est aussi le cas des autres candidats «*de gauche*». Jean-Luc Mélenchon est à 9 % d'intentions de vote, Yanick Jadot à 7 % du côté des écologistes, Fabien Roussel pour les communistes à 2,5 %. Sortez la calcullette, le compte n'y est pas. Et comme pour les présents de Noël, l'inquiétude commence à monter sur le choix qui a été fait. Si bien que celle qui devait être le cadeau vedette, la candidate socialiste, propose elle-même une primaire dans sa propre famille politique. Évidemment, comme dans la vraie vie, on refuse par principe et on évite de s'imposer. Sauf Arnaud Montebourg, cadeau oublié «*made in France*», qui a décidé, lui, de prendre son téléphone et de rappeler à ses amis qu'il était toujours disponible «*au cas où*»... Dans cette grande famille qu'est la gauche, il y a aussi ceux qui, à quelques jours de Noël, ont décidé de faire un paquet en commun, en invitant à une primaire populaire autour des idées politiques... La politique, après tout, c'est aussi des idées... Bien sûr, on peut toujours espérer le fameux cadeau de dernière minute, classique mais qui sauve Noël... Christiane Taubira? Affaire à suivre... ■

Christophe GIUDICELLI

SECOURS CATHOLIQUE

NOUVEAUX PAUVRES, LA VAGUE COVID



Photo Towfiqu Barbhuiya • unsplash

Depuis le début de la pandémie, la délégation corse du Secours Catholique indique que de plus en plus de familles, notamment monoparentales, font appel à son aide au quotidien.

Un constat qui ressort dans le rapport annuel de l'ONG sur l'état de la pauvreté en France et qui laisse entrevoir à quel point la crise a pu changer le visage de la pauvreté.

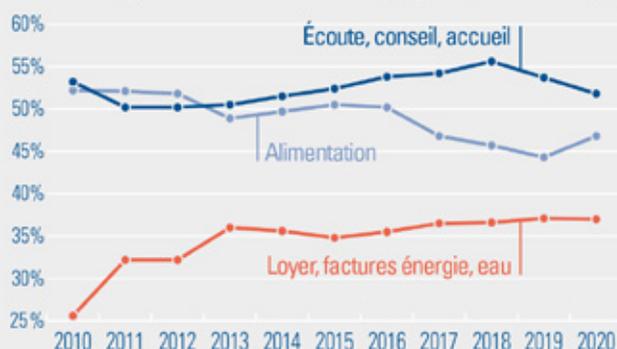
La crise sanitaire a-t-elle changé le visage de la pauvreté en France? C'est en tous cas ce que laisse entrevoir le rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France, édité par le Secours Catholique il y a quelques semaines. Comme chaque année, ce document dresse un bilan préoccupant, encore aggravé depuis le début de la pandémie. Et ce constat n'épargne pas la Corse. Bien au contraire. Pour preuve, comme en 2020, la délégation locale de l'association a été obligée de solliciter l'aide du national dès le premier semestre. «*Au mois de mars-avril, notre budget annuel des secours sur les deux gros secteurs d'Ajaccio et Bastia avait été complètement utilisé*», explique Germaine Bourdais, la déléguée régionale du Secours Catholique en détaillant: «*Dans l'analyse que nous avons faite, nous avons constaté une nette augmentation des dossiers de familles, notamment monoparentales ou en instance de séparation*». Depuis deux ans, la déléguée Corse raconte en effet avoir constaté une augmentation de l'éclatement de la cellule familiale sur l'île. Au point qu'alors qu'au niveau national les familles monoparentales représentent 29 % du public accompagné par le Secours Catholique, en Corse la moyenne tourne désormais autour de 42 %. «*Jusqu'à maintenant, en Corse on sentait beaucoup de soutien familial en cas de séparation. Désormais, on est en train de rattraper la situation qu'on connaît sur le continent, où la famille vient moins en appui, peut-être car elle en a moins les moyens qu'avant*». Une situation encore rendue encore plus complexe pour nombre de ces personnes qui vivaient de petits boulots avant la crise, et qui ont perdu leurs travaux officiels ou ont connu une diminution de salaire. De facto, leurs revenus ne leur suffisent plus pour s'en sortir. «*C'est un public qui est en grande détresse car le parent qui a les enfants se retrouve seul et en difficulté financière, tandis que l'ex-conjoint a lui aussi une situation dégradée et, du coup, n'est pas en mesure d'aider. Et puis l'autre problème qui se pose souvent, c'est que du fait de ce changement de situation, les droits sont différents, mais le temps que les dossiers soient étudiés et les versements effectués, il y a souvent deux à trois mois d'attente pour réactualiser. Donc nous avons des familles qui se retrouvent sans rien*», déplore la déléguée du Secours Catholique. Ces familles, l'association les aide principalement sous la forme de bons d'achat pour de l'alimentation ou des produits d'hygiène. «*Mais certaines rencontrent aussi soit des problèmes de loyer, soit des problèmes de factures d'électricité ou d'eau qu'elles*

ne peuvent pas payer. Ainsi, nous avons aussi beaucoup de demandes, en moyenne de 200 ou 300 euros, pour arriver à s'acquitter de ces paiements». Autre grand pan de l'action du Secours Catholique, l'écoute et le conseil sont aujourd'hui également plus sollicités que jamais. «*Les bénévoles nous disent qu'il y a des familles qui ont tellement besoin de parler, d'expliquer leur situation qu'elles restent plus d'une heure avec eux. Du coup, nous avons été obligés de donner des rendez-vous en dehors des heures de permanence parce qu'il y avait un besoin d'écoute. Certaines familles viennent voir les bénévoles pour pouvoir parler de leurs difficultés avec des personnes qui ont une neutralité et du recul, qui peuvent écouter sans porter de jugement. Les gens ont besoin de soutien car ils ont l'impression de se retrouver seuls, en difficulté, et la situation sanitaire, qui est très anxiogène, a aussi ajouté du stress à ces familles*». Face à ce constat, la délégation Corse du Secours Catholique regrette qu'en parallèle le cadre qui existe au niveau des demandes d'aides soit toujours trop rigide, malgré les remontées que l'association avait pu faire au moment de la rédaction du plan de lutte contre la précarité, voté par l'Assemblée de Corse en 2017. «*Le cadre ne s'adapte pas à la réalité des situations qui bougent très vite. Même une famille qui avait une situation moyenne peut se retrouver en difficulté en l'espace de trois ou quatre mois, ne serait-ce que par le biais d'une séparation. Par ailleurs, beaucoup de familles nous disent qu'elles n'arrivent pas à voir des travailleurs sociaux alors qu'elles sont en galère. Or, il faut pouvoir rencontrer suffisamment rapidement un travailleur social pour faire le tour de la situation de ses droits et enclencher les aides nécessaires, mais aussi avoir un accompagnement réel dans le temps. Ce n'est pas en donnant juste un coup de pouce que la situation bouge. Il faut que les familles puissent rencontrer à plusieurs reprises un travailleur social*». Or aujourd'hui, face à la complexité d'obtenir des rendez-vous avec travailleurs sociaux, l'association constate au quotidien que des familles en très grande souffrance laissent tout tomber. «*Elles ne répondent plus aux courriers, n'ont plus la volonté de faire des démarches ni l'énergie de se battre pour leurs droits*», note encore la déléguée du Secours Catholique. Une spirale infernale dans laquelle de plus en plus de nouveaux pauvres sont plongés. Un public qui, souvent, n'arrive dans un premier temps à trouver appui que sur les associations. ■

Manon PERELLI

«Jusqu'à maintenant, en Corse on sentait beaucoup de soutien familial en cas de séparation. Désormais, on est en train de rattraper la situation qu'on connaît sur le continent, où la famille vient moins en appui, peut-être car elle en a moins les moyens qu'avant»

Évolution des principales demandes exprimées par les ménages en situation d'impayés (2010-2020)



En 2020, 37 % des ménages rencontrés par le Secours Catholique en situation d'impayés formulent des demandes d'aide au paiement du loyer ou des factures d'énergie, eau.

Source : Secours Catholique.
Ménages rencontrés par le Secours Catholique qui font face à des impayés.



Une solidarité qui se fait plus discrète

Au début de la pandémie, on a vu partout se multiplier les solidarités. Chacun ou presque a, à sa manière, souhaité s'impliquer dans les associations, ou faire un geste pour aider les plus démunis. Or, le constat est tout autre aujourd'hui. *«Les gens ont repris leur vie malgré tout. C'est comme lors des catastrophes : sur l'instant, il y a plein d'aide, mais huit jours après, les gens ont repris leur routine et n'y pensent plus. La catastrophe a été le 1^{er} confinement. Et puis on s'est habitués et chacun a repris sa vie. Maintenant, la crise est rentrée dans la routine. Désormais il y a moins d'engagement et de solidarité»*, regrette Germaine Bourdais. *«Mais nous avons quand même de nouvelles personnes qui sont restées à nos côtés»*, souligne-t-elle toutefois en indiquant que, comme toutes les associations, le Secours Catholique est toujours en recherche de nouveaux bénévoles pour l'aider dans ses nombreuses actions. ■

UNE ASSOCIATION MOBILISÉE SUR TOUS LES FRONTS



En plus des actions en place depuis de nombreuses années dans ses différentes antennes locales de l'île, le Secours Catholique s'affaire à monter régulièrement de nouveaux projets, afin d'être toujours plus aux côtés des plus démunis. Ainsi, depuis 2019, elle a initié un projet de jardins partagés sur Sartène et Bastia, dont le but est de travailler sur la qualité au niveau de l'alimentation. *«Souvent, dans les familles en grande difficulté, on mange ce qui coûte le moins cher, du coup il n'y a pas beaucoup de légumes. Notre objectif, avec ce projet, c'est d'amener une diversification de l'alimen-*

tation à travers des produits de qualité, mais aussi de recréer du lien social entre les personnes qui auront leur petit carré de jardin», indique la déléguée régionale. Par ailleurs, l'association travaille également sur un projet de laverie itinérante sur le centre-ville de Bastia, où vivent de nombreux SDF et des personnes âgées isolées et en situation de précarité. *«Nous avons cherché de quelle manière on pouvait avoir une complémentarité de ce qui était déjà fait et nous avons constaté qu'il y avait quelque chose à faire sur des questions d'hygiène ou point d'accès Internet. Mais nous avons eu des difficultés pour trouver un local, alors on s'est dit : pourquoi ne pas avoir quelque chose d'itinérant pour permettre aux gens de laver leur linge, discuter avec eux, et avoir un espace informatique, par exemple, pour mettre à jour leurs dossier»*. À travers ce projet, pour lequel elle pourra s'appuyer sur une expérimentation similaire lancée par le Secours Catholique en Bourgogne, le Secours Catholique Corse souhaite innover et mener une expérimentation pour voir si le fait d'aller vers les gens permettra de rencontrer des personnes qui ne viennent pas forcément aux permanences ; l'association planche aujourd'hui sur la finalisation du cahier des charges pour l'équipement du camion- qui s'inscrira dans une démarche de développement durable- et la formation des bénévoles. Germaine Bourdais espère une mise en route du camion après l'été. Enfin, l'équipe de bénévoles de l'antenne de Bastia-Montesoro a récemment publié un livre de recettes corses. Un petit livret où les bénévoles ont mis à l'honneur la culture insulaire en en sublimant les mets traditionnels à travers des recettes qu'elles ont voulu faciles à reproduire, que l'on soit un vrai cordon bleu comme un débutant. Les revenus des ventes de ce petit livre, vendu au prix de 12 euros, serviront à financer les actions quotidiennes du Secours Catholique. ■

PREMIER CONGRÈS DE FEMU A CORSICA

FRANÇOIS MARTINETTI ÉLU SECRÉTAIRE NATIONAL



François Martinetti a été élu secrétaire national de Femu a Corsica lors du congrès du mouvement qui s'est tenu le 12 décembre 2021 à Corte. Ce professeur d'histoire-géographie de 31 ans succède à Jean Felix Acquaviva. Ce congrès, le premier de Femu a Corsica depuis sa création en 2018, était aussi l'occasion pour les nationalistes au pouvoir en Corse de dresser le bilan d'une ascension rapide avant de se projeter dans les semaines à venir.

Ce 12 décembre, dans l'amphithéâtre Landry de l'Université de Corse à Corte, Femu a Corsica organisait, trois ans après sa création, son premier congrès. Dans un contexte sanitaire particulier, près de 400 cadres et militants du parti qui, via la liste d'ouverture Fà populu in seme, a remporté la majorité à l'Assemblée de Corse, ont procédé à l'élection du nouveau secrétaire national avec, en toile de fond deux mots d'ordre: «*Arradicà*» et

«*Tramandà*». Et la volonté affirmée d'une transmission des responsabilités au sein du parti vers une équipe plus jeune, comme le démontre l'élection au poste de secrétaire national de François Martinetti. Ce professeur d'histoire-géographie de 31 ans, anciennement vice-secrétaire du parti, prend la suite de Jean-Félix Acquaviva, qui restera conseiller politique. L'avocate Livia Ceccaldi-Volpei a été élue vice-secrétaire. De même, Femu a Corsica a également renouvelé et rajeuni

Photo JE



Photo ICN • EP

« Nous sommes prêts à entamer un rapport de force durable, dans un cadre de non-violence »

François Martinetti
lors de la conférence de presse du 1er décembre à Aiaçciu

son exécutif. Si l'on y retrouve des membres historiques, tels que Mattea Lacave ou Jean-Claude Morison, des jeunes élus comme Anna-Maria Colombani ou Lisandru de Zerbi sont présents. Mais attention, dans les rangs de Femu a Corsica, on se défend de vouloir faire dans le « jeunisme », préférant évoquer « la transmission et l'apprentissage entre les générations » explique François Martinetti.

Ce premier congrès de Femu a Corsica, c'était surtout pour les nationalistes au pouvoir d'évoquer le bilan du parti. À la tribune, quelques instants avant sa passation de pouvoir, Jean-Félix Acquaviva a évoqué les victoires électorales successives, égrenant et désignant « Michel Castellani, député de la 1^{re} circonscription de la Haute-Corse; François Alfonsi, député européen; Paulu Santu Parigi, sénateur; Marie-Antoinette Maupertuis, présidente de l'Assemblée de Corse et Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif mais aussi les nombreux maires, partout en Corse ». Une rhétorique bien huilée, pour celui qui est également député de la 2^e circonscription de la Haute-Corse, afin de souligner la dynamique de Femu a Corsica: « Il s'agissait de construire un parti de gouvernement et de militants autour de l'exigence d'ouverture de l'autonomie. On peut dire que cet objectif est réalisé. Nous avons entre 1100 et 1300 adhérents, nous sommes le premier parti de Corse. On est passés de 18 membres à 32 membres à l'Assemblée de Corse » détaille Jean-Félix Acquaviva avant de revenir sur les près de 41 % obtenus par la liste Fà Populu Inseme à l'occasion des élections territoriales de 2021. Livia Ceccaldi-Volpei rajoute: « Nous sommes passés en quelques années de quelques élus, aux élus les plus importants de Corse. Ceux qui affirment que nous sommes uniquement une machine électorale se trompent ».

Après ce constat, impossible pour l'ancien secrétaire du mouvement de ne pas évoquer les critiques et accusations d'hégémonie qui émanent d'une partie de la famille nationaliste, aujourd'hui dans l'opposition, l'ensemble des nationalistes représentant près de 68 % de des suffrages exprimés. « Il est normal que les partenaires d'hier puissent être en position de critique, Femu a Corsica a proposé un type de rassemblement dynamique, d'ouverture, de renouvellement, et cela a été refusé. »

À François Martinetti, désormais, de reprendre les rênes de Femu a Corsica. Le nouveau secrétaire national explique vouloir « éviter l'embourgeoisement ou le manque d'enracinement. Travailler sur la méthode et la cohésion ». Il souhaite que les secrétaires territoriaux prennent plus de place, avec un « conseil qui va devenir un pôle de débat et un parti qui joue le rôle d'incubateur pour organiser les politiques publiques » avant de rajouter qu'il « peut être un outil majeur pour l'avenir de ce pays » rappelant les fondamentaux comme l'autonomie, le foncier ou la question des prisonniers et évoquant la confrontation qui s'engage avec le gouvernement. « Nous sommes prêts à entamer un rapport de force durable, dans un cadre de non-violence » affirme François Martinetti devant ses troupes, n'hésitant pas à parler « d'actions de désobéissance civile », avant de conclure « Nous avons avec nous le droit, l'histoire et la légitimité démocratique ».

Un discours qui préfigure peut-être les semaines à venir. À l'aube d'une élection présidentielle, les crispations entre la Collectivité de Corse et Paris se sont accentuées, notamment sur le contentieux relatif à la délégation du service public maritime. Pour autant, des rencontres se sont tenues à Paris, entre élus insulaires et députés de tous bords. « Les enjeux sont importants et les choses peuvent se jouer dans les jours et les semaines à venir » indique Gilles Simeoni à la tribune avant de lancer « Sommes-nous un parti de résistance ou de gouvernement? La résistance est plus importante que jamais, nous sommes aussi un parti de gouvernement, parce que la majorité des Corses nous ont fait confiance. Jamais nous ne nous sommes sentis autant en cohérence avec le fil de notre combat ». Gilles Simeoni a également évoqué les critiques auxquelles la majorité territoriale et les nationalistes au pouvoir depuis 2015 doivent faire face, l'impatience qui peut s'exprimer à propos de dossiers qui marquent le pas, comme celui des déchets, par exemple. « Nous avons un pays à construire et la tâche est immense. On ne sort pas de deux siècles de colonialisme et de clientélisme en cinq ou dix ans. La Corse a besoin d'un mouvement fort que nous voulons partager avec d'autres. Penser que seule la lutte institutionnelle peut permettre de changer le pays est une erreur, la lutte doit être présente sur tout les terrains et être démocratique ». ■ JE



Un lien de plus avec l'Europe

C'est un lieu qui aura pour objectif de renforcer les liens entre les citoyens corses et l'Union Européenne. Le 13 décembre dernier, le Centre Europe direct Corsica, situé boulevard Maglioli à Ajaccio, a été officiellement inauguré, après que la Collectivité de Corse ait obtenu en mars la labellisation pour ouvrir une antenne de ce réseau qui compte une cinquantaine de centres en France. Europe direct Corsica aura vocation à devenir le point d'information de référence sur l'Union Européenne en Corse. Chacun pourra s'y rendre pour s'informer sur ses droits européens, obtenir des informations ou des conseils pour le financement d'un projet, s'enquérir des possibilités de mobilités européennes, ou encore en savoir plus sur la législation et les programmes européens. Une attention particulière sera par ailleurs donnée à la jeunesse grâce à des interventions pédagogiques qui seront bientôt organisées dans les écoles, collèges et lycées, mais aussi à l'Université de Corse, pour sensibiliser ces citoyens en devenir sur l'Union européenne, son histoire et ses institutions. Enfin, le centre souhaite également organiser des débats et des conférences ouverts à chacun, afin de fournir les clefs de compréhension du fonctionnement de l'Union européenne et de ses politiques au plus grand nombre. ■ MP

AGRICULTURE CORSE

Plus d'exploitations mais certains secteurs régressent

Le 10 décembre, les premiers résultats du recensement agricole 2020, organisé par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, ont été rendus publics. Un point d'étape avant la publication, attendue pour avril 2022, des données définitives. En Corse, les données provisoires font état d'une hausse de 4,7 % du nombre d'exploitations par rapport à 2010. Si on est loin d'être revenu au niveau de 1988 [5 116 exploitations*] on dénombrait 2 943 exploitations agricoles dans l'île l'an passé contre 2 810 en 2010. Ce qui contraste avec le constat posé à l'échelle nationale depuis cinq décennies, à savoir une érosion du nombre d'exploitations. La Corse et la Guyane apparaissent comme les seules régions où le nombre d'entités a augmenté depuis 2010. Les trois-quarts des exploitations de Corse sont des petites structures, avec une surface moyenne utilisée de 57 hectares. Une exploitation sur deux est spécialisée dans les productions animales, les exploitations les plus représentées demeurant les élevages herbivores puis les cultures fruitières. Il faut noter toutefois que leur nombre a diminué en dix ans. Ainsi, le nombre d'exploitations spécialisées dans l'élevage des ovins régresse, idem pour l'élevage bovin, les cultures fruitières et, dans une moindre mesure, les grandes cultures. Ce qui, dans l'optique de tendre vers l'auto-suffisance alimentaire de la région, n'est pas franchement bon signe. C'est dans les exploitations spécialisées dans les domaines de la viticulture et de l'arboriculture que l'on trouve les « grandes exploitations » en terme de taille économique. En 2020, les exploitations agricoles corses employaient plus de 4 900 permanents, y compris les chefs d'exploitation et co-exploitants, et 3 900 saisonniers, soit plus de 4 500 équivalents-temps plein, en hausse de 12 % sur dix ans. Le travail familial prédomine toujours mais est en recul au profit d'un recours accru au salariat non familial et à la main d'œuvre saisonnière : de ce point de vue, si le nombre d'actifs permanents a progressé de deux points (de 22 à 24 %), le recours aux saisonniers a lui augmenté de quatre points en dix ans (de 6 à 10 %). Un peu plus d'un chef d'exploitation sur quatre [26 %] est une femme. La part du nombre d'exploitations en bio a plus que doublé entre 2010 et 2020, passant de 7 % à 17 % ; la part des autres signes de qualité [AOP, Label Rouge, IGP] a quasiment doublé, passant de 18 % à 35 % ; et la part des exploitations vendant en circuit court est passée de 63 % à 79 %. ■ AN

*Source : Chiffres clés de l'agriculture corse édition 2018

Les chiffres de la semaine

83 %

des Français disent aimer recevoir une carte de vœux pour la nouvelle année, 81 % jugent que c'est tradition à conserver et 77 % assurent vouloir eux-mêmes honorer cette année selon un sondage OpinionWay pour Popcarte. Si cette opinion est plus marquée chez les 65 ans et plus (87 %), 81 % des jeunes de 18 à 25 ans apprécient de recevoir une carte de vœux format papier et 72 % d'entre eux se disent attachés à cette tradition.

Les chiffres de la semaine

66 %

des Français ayant pris part à une étude Ifop pour Tousault.com réalisée du 30 novembre au 1^{er} décembre 2021 ont déclaré avoir eu des problèmes de sommeil dans les 8 derniers jours, contre 44 % en 1995 et 49 % en 2017. Ces troubles touchent 70 % des femmes et 72 % des 18-24 ans. Les cauchemars concernent au moins une fois par mois 72 % des sondés, et 24 % des femmes font état d'un ou plusieurs cauchemar(s) par semaine.

Les chiffres de la semaine

2,4

centimes d'euro supplémentaires pour le SP95 et 2,9 centimes d'euro de plus pour le gazole : entre octobre et novembre 2021, les prix du litre de carburant à la pompe en Corse ont augmenté respectivement de 1,4 % et 1,7 %, indique CorsiStat. En hausse également, l'écart entre les prix moyens en Corse et sur le continent : 10,27 centimes d'euro contre 9,78 soit +5,0 pour le SP et 12,11 centimes d'euro contre 10,66 soit +13,6 %

PRÊTS D'ŒUVRES D'ART

Musées et lycées de Corse, la convention

Des œuvres issues des collections des musées corses exposées dans les lycées insulaires? C'est l'objet d'une convention signée entre la Collectivité de Corse, propriétaire des musées de Corse et certains lycées. Cette initiative a d'ores et déjà donné lieu à l'installation, en vitrines sécurisées, d'une quinzaine d'œuvres issues des collections du musée d'archéologie d'Aleria dans le hall du lycée Giocante de Casabianca de Bastia. Une démarche qui, selon Antonia Luciani, conseillère exécutive en charge de la culture, répond à un constat: les jeunes ne fréquentent pas les musées. D'où l'idée de faire en sorte que les collections viennent à eux. Mais la démarche ne vise pas seulement à exporter hors les murs des œuvres d'arts ou du mobilier de fouilles, elle s'inscrit également dans un projet pédagogique. Les enseignants ont pu suivre une formation autour des objets prêtés par le musée d'Aleria autour de leur provenance, de leur histoire ou encore de leur composition. L'objectif est de les utiliser comme support en classe. Dans les cours d'histoire ou encore d'art plastique, mais également dans des matières dans lesquels on ne les attend pas, comme la chimie pour évoquer, par exemple, les techniques de datation. Pour la Direction du patrimoine, ce prêt d'artefacts doit également permettre d'évoquer avec les élèves les différents débouchés et métiers possibles dans les métiers du patrimoine et de la conservation des œuvres. Ce type d'initiative est appelé à se développer. ■ JE



LYCÉE PROFESSIONNEL MARITIME DE BASTIA

Un nouveau BTS à la prochaine rentrée

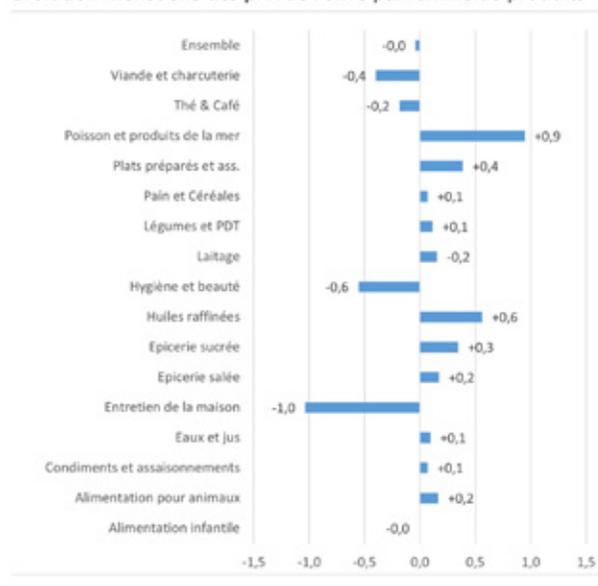
En septembre 2022, un BTS «Pêche et gestion de l'environnement marin» sera mis en place au Lycée professionnel maritime de Bastia. Il forme aux métiers de marin pêcheur, officier et commandant de navire de pêche, patron artisan à la pêche; de cadre dans les coopératives maritimes, dans les armements à la pêche ou encore de technicien dans des bureaux d'études spécialisées dans l'environnement ou la pêche. Cette ouverture est l'aboutissement d'un effort partagé entre le ministère de la Mer et la Collectivité de Corse qui a investi plus de 14 M€ afin de rénover les plateaux techniques, les classes et l'internat du lycée et d'offrir aux élèves un équipement moderne et fonctionnel. Pour la rentrée 2022, trois classes de BTS supplémentaires ont créées par le ministère de la Mer au sein du réseau des Lycées professionnels maritimes. « Cette troisième ouverture de BTS permettra d'encourager le développement d'une filière de l'économie bleue pourvoyeuse d'emplois qualifiés qui répond au besoin exprimé par les employeurs maritimes à l'échelle de la Corse et de la Méditerranée continentale, souligne Annick Girardin, ministre de la Mer. Elle permettra également aux insulaires de poursuivre sur place leurs études supérieures auxquelles certaines familles auraient pu renoncer pour des raisons financières ou sociales. À plus long terme, elle pourrait permettre à certains élèves d'accéder aux formations de l'Ecole nationale supérieure maritime». ■ AN

COÛT DE LA VIE

Le niveau général des prix de la grande distribution diminue

Les mesures restrictives prises par le gouvernement face à la crise sanitaire du Covid-19 ont eu de lourdes conséquences sur la santé économique et financière des entreprises et sur l'emploi. L'année 2020 a été marquée par une crise économique sans précédent. La hausse de la consommation de biens alimentaires induite par un mode de vie plus sédentaire est allée de pair avec une perte du pouvoir d'achat. Aussi, en 2021, le maintien du dispositif de suivi des prix s'est avéré utile et nécessaire. L'observatoire économique territorial Corsica Statistica a donc poursuivi ses travaux de collecte et d'analyse pour le compte de la Collectivité de Corse à travers des notes mensuelles sur les prix relevés dans la grande distribution. La dernière en date, portant sur novembre 2021, a été publiée le 10 décembre: 4639 prix ont été relevés dans les 30 magasins des quatre enseignes participantes (Auchan, Carrefour, Casino et E. Leclerc). L'analyse du chariot de produits par magasin mettait en évidence que 24 des 30 établissements insulaires présentaient un coût global inférieur au panier médian du continent. Parmi eux, 16 se situaient parmi les 25 % les moins chers de province, soit deux de plus qu'en octobre 2021. L'observation du prix du chariot global, tous types de produits confondus, affichait un maintien des prix après deux mois de baisse consécutive [-0,1 % en octobre et -0,2 % en septembre] alors que sur le continent, les coûts totaux des chariots-types suivaient une tendance haussière. Sur un an, globalement, les prix ont diminué pour le troisième mois consécutif, affichant ainsi un repli de 0,4 %. Toutefois, les tendances variaient selon l'enseigne ou le type de circuit. Ainsi, en termes d'évolution des prix, les hypermarchés accusaient une légère hausse de 0,1 % tandis que les supermarchés affichaient un repli moyen de 0,2 %. Sur les 30 magasins suivis, 70 % des établissements ont vu leur niveau de prix du chariot diminuer ou se maintenir par rapport à octobre 2021. ■ AN

Évolution mensuelle des prix de l'offre par famille de produits



L'HOMME À QUI LES ABEILLES MURMURENT À L'OREILLE



Alexandre Grégoire parle chaque jour à ses abeilles. Juste retour des choses, si on considère qu'elles l'ont sans doute appelé un beau jour et qu'il a choisi d'écouter le message de l'essaim vrombissant. Ainsi est née sa vocation. Après s'être formé à l'apiculture, il a installé son exploitation à Sisco.

Le lieu est chargé d'histoire. Pourtant, ce n'est pas pour faire un bond dans le passé que l'on se rend au couvent Santa Catalina de Sisco, mais pour y découvrir la passion d'un jeune homme pour les abeilles. Ce jeune homme, c'est Alexandre Grégoire. Il y a une dizaine d'années, il a troqué sa vie citadine en Alsace pour s'installer avec sa compagne en plein cœur du Cap Corse. C'est en s'intéressant à un essaim naturel niché sur le site qu'il a commencé à se passionner pour ces insectes aujourd'hui menacés. Rien ne le préparait à cette profession avant sa rencontre avec «cette grappe fabuleuse, captivante, qui vrombissait. Je crois que ce

sont les abeilles qui m'ont choisi! J'ai, comme tout le monde, entendu parler du déclin des abeilles, de l'effondrement des colonies. Or, le meilleur indicateur de la préservation de la biodiversité est la bonne santé des abeilles. Sans l'abeille, l'humanité est en péril; il y a plus de monde et moins de nature. Alors j'ai voulu agir.» Et c'est pour apporter sa pierre à l'édifice qu'il a choisi la profession d'apiculteur. Au fil des ans, il s'est familiarisé avec le monde des abeilles, a dévoré ouvrages en tous genres, suivi une formation de neuf mois au lycée agricole de Borgo pour devenir exploitant agricole. Il s'est d'abord lancé avec une trentaine de ruches en qualité de cotisant solidaire,



a enchaîné les stages de perfectionnement. Aujourd'hui, il se consacre à temps plein à la société qu'il a créée et qui porte le nom d'Api Corsica.

Pour Alexandre Grégoire, être apiculteur est bien plus qu'un métier, c'est une passion, dévorante. Il ne se passe pas une minute sans que le jeune homme ne fasse quelque chose ou ne conçoive un projet qui est en rapport avec les abeilles. Il semble d'ailleurs avoir développé une vraie complicité avec elles, au point de leur parler! Et ce n'est pas sa compagne Noémie qui dira le contraire. «*Il se lève abeille et se couche de la même façon!*» confie la jeune femme, amusée et admirative du travail accompli par son partenaire. D'ailleurs, Alexandre lui a transmis sa passion. C'est désormais elle qui s'occupe de la partie commerciale. Un changement radical pour cette ancienne étudiante qui se destinait plutôt aux métiers de la mode.

Mais pas facile de se lancer avec les aléas climatiques que l'on connaît aujourd'hui. Le manque de pluie est un réel problème. Si les plantes n'ont pas assez d'eau pour fleurir, les abeilles n'ont rien à manger. Alexandre a dû s'adapter. «*Nous perdons de l'argent sur la partie production de miel, c'est pour cela qu'il faut arriver à se diversifier. Nous avons donc choisi de proposer des produits dérivés tels que des bougies et des cosmétiques, qui nécessitent moins de quantité de miel. Ça permet de pallier le manque de production, en espérant que les prochaines campagnes seront meilleures. On récolte nous-mêmes le miel, on attend une percolation d'au minimum 80 %, ce qui permet d'avoir un bon taux d'humidité. On fait moins de miel mais plus qualitatif. On a aussi fait le choix, dans certains cas, de ne pas le pasteuriser, c'est-à-dire le faire monter en température pour que le miel reste liquide. C'est important de faire découvrir le miel cristallisé, parce que c'est la réalité.*»

Par ailleurs, l'apiculteur multiplie les ruchers, c'est-à-dire les ensemble de ruches installées dans un même lieu, un village d'abeilles, en quelque sorte. «*Je fais beaucoup de ruchers de trente ruches, pour pallier les conséquences de la sécheresse et multiplier les lieux pour parer les vols et les manques de miellées. Je pratique également l'apiculture de transhumance. En début de saison, je mets mes ruches à la marine. En été, on prend les ruches, puisque ça ne miellera plus ici, il n'y a plus de nectar, et on va les monter vers les châtaigniers, et mettre d'autres ruches à d'autres endroits.*»

Pour Alexandre, l'apiculture ne se résume donc pas à la production de miel. Son rêve est d'ailleurs de devenir sélectionneur génétique. Pour cela, il a déjà suivi une formation et vient d'installer son laboratoire d'insémination artificielle. Il est le premier à le faire à titre individuel. «*L'élevage de reines va permettre de faire des colonies et l'insémination va permettre la sélection. Pour fabriquer le miel, il faut une reine et une bonne ponte, c'est*

pour cela que le caractère de sélection est très important. Je prélève une larve de reine de trois jours et après je la mets en couveuse. Pour que la reine naisse, il faut seize jours. Ensuite, on va prélever des spermes de mâles pour inséminer les reines. Avec cette méthode, je veux me rapprocher au maximum de l'Apis mellifera mellifera corsica, abeille endémique.» En effet, l'abeille noire de Corse est déterminante pour caractériser les miels de l'AOP Miel de Corse-Mele di Corsica, à laquelle adhère Alexandre. Mais, en dépit des interdictions, des abeilles jaunes, d'un tempérament plus placide, ont été importées dans l'île et, pour préserver les fondements de l'AOP, il est important d'éviter les hybridations et de perpétuer l'écotype corse. Alexandre est conscient que sélectionner est un travail de longue haleine. «*Mais ça me plaît énormément.*» À terme, il espère pouvoir commercialiser ses reines et ses essaims sélectionnés.

Pour la conduite de ses ruchers, il a opté pour la cire vierge produite sur place plutôt que pour les feuilles de cire commercialisées à destination des professionnels. «*On a tous plus ou moins les mêmes méthodes, mais il y a des différences de technique, de commercialisation. J'essaie de donner de la cohérence à mes pratiques apicoles en lien avec la charte de l'AOP. Les abeilles n'ont jamais eu besoin de l'apiculteur. Elles bâtissent et font du miel depuis des millénaires. J'ai donc pris la décision de les laisser faire. Je connais l'origine de la cire et en maîtrise la traçabilité: mes abeilles la produisent à 100 % et elles s'en portent mieux.*» Pour se démarquer, outre les produits dérivés, le responsable d'Api Corsica a choisi de proposer, en plus des pots qui se distinguent par leur forme plus élancée que le pot classique, un packaging original: du miel en sticks. «*Je voulais faire des sticks type concentré de lait pour toucher une autre clientèle, comme celle des randonneurs. On veut vraiment proposer quelque chose d'innovant.*»

Le chef d'entreprise mise également sur l'initiation. Il accueille sur son exploitation ceux qui veulent simplement découvrir les étapes de production ou les personnes qui souhaitent installer une ruche chez eux. «*J'incite fortement les gens à en avoir pour éviter la disparition des abeilles. Elles vont polliniser les entourages, les arbres auront plus de fruits.*» Et pour mettre en avant son activité, là encore ce passionné ne manque pas d'énergie. Sur les réseaux sociaux, Alexandre propose au moins une publication par jour, via Facebook Twitter, Instagram, Youtube, ou encore Tiktok.

Pour l'heure, Api Corsica commercialise ses produits uniquement à la boutique située à Luri et dans quelques épiceries du Cap et de la région bastiaise. La production ne permet pas pour le moment de cibler de plus gros points de vente, mais ce n'est pas forcément ce que recherche Alexandre Grégoire. «*Pour moi c'est une passion, même si j'en vis modestement, j'en vis heureux.*» ■ Céline FORMALI

UN CHEF À DOMICILE POUR LES FÊTES



Photos CG

Rémi Massoni



Kevin Yafrani Biancardini

Autrefois réservé aux classes sociales les plus aisées, l'accès à un chef cuisinier privé se démocratise de plus en plus. Même si une telle prestation a toujours un certain coût, le nombre de chefs et d'entreprises spécialisées qui la proposent est en expansion en Corse.

Un petit « extra » pour lequel il est cela dit préférable d'opter pour s'offrir des plats qu'on ne maîtrise pas soi-même et qui sortent de l'ordinaire.

Il est 19 heures, en ce jour de décembre et comme chaque année, vous recevez les membres de votre famille pour votre repas de Noël. Dans votre salon, la table est dressée, la nappe repassée... Les petits-fours ou encore le cabri en sauce que vous avez passé une journée entière à préparer n'attendent plus que vos convives. Pour le poisson, les figatelli et la pulenta, vous avez préféré opter pour des cuissons « minute », vous amenant ainsi à endosser à la fois le costume de cuisinier, puis celui de serveur avant de finir par celui de plongeur. Le scénario est un peu caricatural, mais ce genre de situation a malgré tout un petit côté familial pour nombre d'entre nous, dont certains ont sans doute songé au moins une fois, même furtivement « si seulement j'avais un chef à domicile... » Idée vite balayée par la perspective du coût que cela pourrait représenter mais aussi en partie en raison d'un imaginaire rattaché aux images éculées de grands de ce monde se délectant d'un somptueux repas servi par des majordomes en livrées noir et blanc. On ne va pas se mentir, embaucher un chef cuisinier pour une soirée a effectivement un coût, qui varie cela dit selon la prestation. Mais pour autant, aujourd'hui la demande pour ce type de service connaît une certaine dynamique et l'offre s'est démocratisée pour devenir accessible à un nombre plus important de personnes. C'est le constat que fait Kevin Yafrani Biancardini, jeune chef ajaccien de 32 ans qui a débuté comme chef cuisinier privé en 2009 : « On compte actuellement une trentaine de chefs inscrits auprès des Urssaf. Le pouvoir d'achat de nos clients est celui d'une famille qui peut aller au restaurant avec ses enfants et varie selon les prestations et le menu retenus ». Le chef cuisinier Rémi Massoni, gérant de la boutique de traiteur Quinte et Sens à Borgo, propose également ce type de prestation depuis six ans, en complément de son activité principale. Pour lui, « privatiser une prestation permet de ne pas tomber dans la routine et de se surpasser ». Côté tarifs, il annonce un prix moyen de « 50 euros l'heure de prestation mais également des tarifs plus ou moins importants en fonction des repas et des produits souhaités, comme de l'araignée de mer ou de la truffe ». Même si ce type de service n'est plus réservé qu'à une poignée de personnes privilégiées, il précise pour sa part que « cela reste un luxe ». Parfois superflu, selon la demande exprimée : « Il n'y a aucun intérêt, pour un repas de quatre personnes, à payer 150 euros de prestation pour manger des pizzas à la maison. Tout est une question de dosage. On appelle rarement un cuisinier pour faire une salade ». Côté profil et portefeuille des clients, les demandes peuvent aller d'un repas de famille à un groupe d'amis en passant par des plus grandes tablées notamment pour les entreprises qui peuvent réunir plusieurs dizaines de personnes. « On enregistre des demandes supplémentaires depuis l'instauration du pass sanitaire dans les restaurants » observe Kevin Yafrani Biancardini.

Au-delà du simple repas, lui comme Rémi Massoni insistent particulièrement sur le côté « expérience » de la prestation d'un chef à domicile. « On voit le chef de cuisine travailler, on discute avec lui, on va proposer à sa table des plats plus fins et plus esthétiques... Sinon, il n'y a aucun intérêt pour le client à faire appel à un chef à domicile » estime Rémi Massoni. Kevin Yafrani Biancardini évoque de son côté des « shows cooking » avec « certains clients qui veulent participer à l'élaboration

des plats ». Les agendas des chefs privés se remplissent « surtout l'été » indique le chef de Quinte et Sens, mais également à Noël, à l'occasion des repas de famille.

Lorsqu'on fait appel à un chef, ce qu'on espère, c'est bien évidemment de faire un bon repas, conforme à ses goûts. « Les gens nous font confiance, même s'ils nous indiquent leurs préférences. On va d'abord discuter avec les clients, évoquer leurs attentes, la question des allergènes, car il y a, par exemple, beaucoup de personnes intolérantes au gluten. Il y a aussi des personnes véganes. Nous allons donc commencer par cibler les attentes des clients et faire des propositions de menu. L'échange est important » explique Rémi Massoni. Les discussions porteront également sur les tarifs à fixer, indique Kevin Yafrani Biancardini. Très souvent, les clients demandent des mets qu'eux-mêmes ne peuvent pas préparer à domicile ou qui demandent un certain savoir-faire.

Pour autant se pose tout de même une question et non des moindres. Celle de la préparation. Sauf exception, il est rare qu'un particulier possède une cuisine digne de celle d'un restaurant. « On demande des photos de la cuisine » ou « on se déplace à domicile » pour repérer les lieux, expliquent les deux chefs. Surtout lorsque les demandes portent sur des prestations un peu plus particulières. Généralement, les chefs choisissent d'arriver quelques heures avant le repas. « On prépare en amont les bouillons ou encore les jus qui demandent plusieurs heures de réduction. Sur place, nous allons surtout faire les cuissons de dernière minute et le montage » explique Rémi Massoni. Mais attention, ne peut être réalisé sur place que ce qui est faisable, même si la plupart des chefs sont disposés à apporter du matériel supplémentaire voire un commis de cuisine le cas échéant. La durée de la prestation varie entre quatre et six heures, avec évidemment le nettoyage de la cuisine. Parfois, il s'avère techniquement impossible de préparer un repas pour vingt personnes dans une petite cuisine. Les chefs indiquent alors aux clients les prestations et les menus auxquels ils peuvent prétendre et tentent de trouver les meilleures solutions possibles.

Un point sur lequel Rémi Massoni et Kevin Yafrani Biancardini tiennent à mettre particulièrement l'accent est celui des règles d'hygiène. Impossible pour ces professionnels de la cuisine de ne pas y accorder d'attention, notamment en ce qui concerne la chaîne du froid. Les glacières électriques sont donc de rigueur pour les produits fragiles comme les crustacés afin d'éviter les risques d'intoxications qui seraient préjudiciables, pour les convives comme pour la renommée du cuisinier. Bien que la profession n'hésite plus à sortir du contexte de la cuisine d'un restaurant, la pratique se doit de rester strictement encadrée. Un élément à prendre en compte, si on est tenté de s'offrir ce type de service.

Un chef pour Noël, pourquoi pas... Mais à condition de sortir des sentiers battus et de ne pas lui demander de prendre en charge le menu traditionnel que vous proposez depuis des années. Ne serait-ce que pour s'épargner, en cette nuit censée être douce, une bataille rangée entre les convives qui soutiendront que le cabri en sauce du chef est incomparablement supérieur à celui que vous servez chaque année et ceux qui jugeront que rien ne vaut votre recette. Et de réaliser que le rôle du paceru peut s'avérer plus éprouvant que celui de cuistot-serveur-plongeur. ■ **Christophe GIUDICELLI**

« On voit le chef de cuisine travailler, on discute avec lui, on va proposer à sa table des plats plus fins et plus esthétiques... Sinon, il n'y a aucun intérêt pour le client à faire appel à un chef à domicile »

LES 10 COMMANDEMENTS DE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE



La simplicité volontaire, ou l'art de résister à la surconsommation.

Si consommer est un plaisir partagé par de nombreux individus, certains y voient une forme d'aliénation contre laquelle il est impératif de lutter.

En ces temps où les commerçants rivalisent d'inventivité pour capter l'attention de potentiels consommateurs, les adeptes de la simplicité volontaire affirment leur refus de prendre part à ce système. Voici les principes fondamentaux régissant ce mode de vie.

1/ APPRENDRE À SE MAÎTRISER

Dans une société où notre portefeuille est constamment sollicité, il peut être difficile de résister à la tentation de l'achat. La simplicité volontaire appelle à une réflexion de fond sur nos besoins, afin de ne pas céder à toutes nos pulsions consuméristes. Avant de craquer, prenez le temps d'évaluer votre désir et votre budget.

2/ HALTE À LA PUB !

La publicité incarne sans nul doute la quintessence de ce contre quoi se bat ce mouvement anti-consumériste. Pour éviter la tentation, détournez-vous de ses principaux vecteurs en installant un bloqueur de publicité sur vos navigateurs internet, en interdisant les prospectus dans votre boîte aux lettres et en vous détournant des chaînes de télévision et des journaux envahis par les annonces.

3/ CUISINER

Plutôt que de consommer des plats tout prêts, souvent riches en conservateurs, en colorants et autres agents chimiques suspects, préparez vous-même vos repas. Vous réaliserez ainsi des économies substantielles, apprendrez à réutiliser des ingrédients pour plusieurs plats et garderez un contrôle absolu sur ce que vous ingérez.

4/ REJETER LES FÊTES COMMERCIALES

De nos jours, rares sont ceux qui envisageraient un réveil de Noël sans repas gargantuesque ni cadeau au pied du sapin, de même qu'il est difficile pour un couple d'échapper aux sirènes de la Saint-Valentin. Les adeptes de la simplicité volontaire refusent de se soumettre à ce qu'ils perçoivent comme une obligation, dénuée de sincérité et de spontanéité. Ces célébrations doivent être une occasion de se retrouver avec les siens, et non d'alimenter le commerce.

5/ CONSOMMER LOCALEMENT

La simplicité volontaire passe par le boycott des grandes surfaces au profit des artisans, des maraîchers et des jeunes créateurs. Vous trouverez sur les marchés locaux des produits plus sains, dénués d'emballages néfastes et polluants, et pour un prix plus abordable que dans la grande distribution.

6/ FAIRE LE VIDE CHEZ SOI

Notre besoin de posséder peut parfois nous pousser à stocker quantité de biens inutiles. Plutôt que d'encombrer votre intérieur de bibelots vieillots ou d'alourdir votre penderie de vêtements que vous ne porterez jamais, faites-en don à des œuvres de charité ou prenez part à des vide-dressings.

7/ UNE HYGIÈNE DE VIE PLUS NATURELLE

Un mode de vie sédentaire et surconnecté ne nous est bénéfique en rien, surtout en période de crise sanitaire. Raison de plus pour ne pas aggraver ses conséquences en négligeant de corriger ses effets physiques. Oubliez le sucre et le gras des friandises consommées machinalement devant l'écran, bougez, respirez, autorisez-vous à débrancher pendant quelques minutes toutes les deux heures, à vous aérer à la fenêtre ou au balcon, pour relaxer et «déplier» votre organisme, reposer vos yeux et évacuer le stress.

8/ L'ART DU DO-IT-YOURSELF

Initialement associé au mouvement punk, le DIY touche actuellement tous ceux qui souhaitent retrouver le plaisir de créer par eux-mêmes : couture, fabrication de bijoux ou d'objets utilitaires, de produits cosmétiques ou d'entretien à base d'ingrédients sains et respectueux de l'environnement... Vous gagnerez grandement en indépendance.

9/ PARTAGER ET ÉCHANGER

La société de consommation a mis l'accumulation de biens sur un piédestal au détriment des liens sociaux. La « sobriété heureuse » – autre surnom de ce mode de vie – souhaite replacer sur le devant de la scène des valeurs essentielles et intemporelles telles que la solidarité, la fraternité et la liberté.

10/ SE RECENTRER

La simplicité volontaire a pour mission d'aider les individus à redevenir maîtres de leur vie, en quittant une existence passive dont la seule action se résumerait à dégainer leur carte bleue. Elle incite à faire preuve de créativité et de générosité, transformant par exemple des heures passées devant le poste de télévision en loisirs créatifs ou en actions humanitaires. ■

CARNETS DE BORD

LA GAUCHE, L'ÉVÊQUE ET LE FAIT DU PRINCE

par Béatrice HOUCARD



La gauche s'éteint, la gauche se meurt! Face au désastre électoral annoncé, la candidate socialiste, Anne Hidalgo, a tenté un ultime baroud dont on ne sait s'il est d'honneur ou de désespoir. Lasse de voir des salles de réunion qui peinent à se remplir, de décrypter des sondages en berne (certains lui accordent seulement 3 %) et d'imaginer des frais de campagne qui ne seront peut-être pas remboursés, la maire de Paris a relancé un soir l'idée d'une primaire de la gauche qu'elle repoussait encore le matin.

C'était le 8 décembre, jour de l'Immaculée Conception. Entre les deux déclarations, elle avait pris un TGV pour aller faire campagne à La Rochelle mais était descendue du train à Poitiers pour regagner la capitale sous un prétexte quelconque et annoncer son revirement. C'est dire l'ampleur du traumatisme, de la panique et de l'improvisation.

L'ancien ministre Arnaud Montebourg, lui aussi candidat en difficulté, s'est rallié à l'idée de la primaire dont ne veulent entendre parler ni l'« insoumis » Jean-Luc Mélenchon, ni l'écologiste Yannick Jadot. Cette « Primaire populaire » a été rêvée par deux jeunes militants de la société civile, Mathilde Imer et Samuel Grzybowski, et pourrait se dérouler les 29 et 30 janvier 2022. En novembre, Anne Hidalgo leur avait pourtant écrit qu'elle ne les rejoindrait pas : « *Vous connaissez ma position. Il faut être honnête, je ne voterai ni pour Mélenchon, ni pour Jadot à l'élection présidentielle. Donc participer à une primaire dont potentiellement je n'accompagnerai pas les candidats qui pourraient être qualifiés ne serait pas honnête...* »

Les sept candidats de gauche (on ajoute le communiste Fabien Roussel et les duettistes d'extrême-gauche Philippe Poutou et Nathalie Arthaud) en sont réduits à faire des campagnes discrètes et à surveiller des sondages dont certains ne leur accordent même pas un score total de 25 %. Quoi que disent ses candidats, rien ne prend, rien n'imprime : la gauche est devenue inaudible. On les a tant aimés, pourtant, ces débats droite-gauche, ces duels Giscard-Mitterrand, Chirac-Jospin, Sarkozy-Royal et Sarkozy-Hollande, avec leur lot d'outrances et de caricatures, les uns censés préférer la liberté et les autres la solidarité, les uns l'argent et l'autre le cœur dont,

dans une phrase culte, Valéry Giscard d'Estaing avait dénié « le monopole » à François Mitterrand...

C'était le « bon temps » de la France coupée en deux. La gauche défendait les travailleurs et la droite voulait marier « sécurité et liberté », tout était blanc ou noir, bleu ou rouge et l'on était sommé de choisir son camp. Il y avait du contenu, des idées, des programmes, de belles illusions et de fortes personnalités. Pour 2022, rien de tout cela, au moins à gauche, d'autant qu'Emmanuel Macron est venu éparpiller tout cela « façon puzzle », comme on dit chez les *Tontons flingueurs*.

La carte secrète pour renverser la vapeur, selon certains, s'appellerait Christiane Taubira. Revenue de Guyane, installée depuis quelques semaines à Paris, l'ancienne garde des Sceaux et ex-candidate à la présidentielle (2,32 % en 2002) consulte à tout-va et a refait quelques émissions de télévision. Comme à chaque fois qu'elle a été sollicitée, elle hésite, laisse entendre que ce pourrait être « oui » pour, probablement, finir par dire « non ». Elle peut, s'enthousiasme un militant cité par *L'Opinion*, « *faire sortir la gauche française du coma* » si elle se décide.

Voire. Car ses déboires électoraux à venir nous rappellent que la gauche n'a jamais été à l'aise avec l'élection du Président de la République au suffrage universel. Ce bonapartisme revu et corrigé par la 5^e République lui donne des vapeurs. Seul François Mitterrand (mais était-il de gauche ? À vos copies, vous avez quatre heures) en avait compris tous les ressorts, avant de se lover avec délice dans des institutions où il avait cru voir, avec de Gaulle, l'ombre d'un « coup d'État permanent ». Dès le 10 mai 1981, il était plus Napoléon, pour ne pas dire Louis XIV, que Jaurès, Blum ou Mendès France. Et rien n'était plus faux que de dire, comme il le prétendait, que les institutions étaient « dangereuses » avant lui et le redeviendraient après...

De ses héritiers, un seul a réussi à l'emporter, François Hollande, avec les désillusions que l'on sait. Ségolène Royal, qui avait pourtant compris l'alchimie très particulière de cette élection, dut s'incliner face à Nicolas Sarkozy et Lionel Jospin, drapé dans l'obsession de son duel (qui n'eut jamais lieu) avec Jacques Chirac, ne parvint pas même au second tour en 2002, malgré ses débuts prometteurs en 1995.

Etre éliminé au soir du 1^{er} tour est d'ailleurs en passe de



Illustrations d'après photos DR

devenir la règle pour la gauche, déjà évincée du duel final en 1969, 2002 et 2017. Trois fois sur dix élections (une seule fois pour la droite), ça commence à ne plus être un simple accident électoral.

MAUVAIS PROCÈS

La campagne de 2022 se déroule donc comme si la gauche avait déjà disparu du paysage, elle qui avait dominé la bataille des idées pendant plus de trente ans ! Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour occupent le terrain. Emmanuel Macron est omniprésent sans être candidat. Le président sortant a enregistré dans un secret bien gardé une émission de télévision destinée à être diffusée le 15 décembre pendant deux heures. Sujet : « Emmanuel Macron, où va la France ? »

L'initiative lui vaut de bien mauvais procès : les présidents ont toujours fait ce qu'ils voulaient avec la télévision. C'est l'une des nombreuses facettes d'un « Fait du Prince » bien français. « La presse écrite ne m'aime pas, la télévision est à moi », disait le général de Gaulle en un temps où il n'y avait qu'une seule chaîne. Donc, quand le président veut parler à la télévision, la télévision allume les caméras sans que le discours présidentiel soit comptabilisé dans le temps de parole du candidat.

C'est l'une des raisons de l'annonce tardive des candidatures des sortants : 15 février 1981 pour Valéry Giscard d'Estaing, 22 mars 1988 pour François Mitterrand, 11 février 2002 pour Jacques Chirac et 15 février 2012 pour Nicolas Sarkozy. Seul François Hollande s'était prononcé dès le 1^{er} décembre, en 2016, mais c'était pour annoncer qu'il ne serait pas candidat. Sauf coup de théâtre, Emmanuel Macron attendra 2022 et, jusque-là, fera campagne sans le dire, comme ses prédécesseurs.

UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE

On n'est pas sûr d'avoir tout compris à cette étrange affaire très politique qui a conduit le Vatican à accepter la démission de l'archevêque de Paris, M^{gr} Michel Aupetit. Même en essayant de rétablir les faits, on reste en suspens avec une série de questions : pourquoi l'hebdomadaire *Le Point* sort-il, le 22 novembre, une affaire de mail datant de 2012 où celui qui n'était pas encore en poste à Paris manifeste une certaine « séduc-

tion » vis-à-vis d'une femme ? Pourquoi M^{gr} Aupetit propose-t-il illico sa démission au pape François ? Pourquoi celui-ci, dès le 2 décembre, accepte-t-il cette démission ? Pourquoi, surtout, le pape accepte-t-il, lors d'une traditionnelle conférence de presse dans son avion, de retour de Grèce, de justifier sa décision ? Évoquant « des massages » et « des caresses », François déclare : « Quand la rumeur grandit, grandit, elle détruit la réputation d'une personne qui ne pourra plus gouverner. »

Incroyables propos. L'archevêque de Paris aurait donc été mis au ban de l'Église en raison d'une rumeur ? Les spécialistes des arcanes du monde catholique évoquent le management « brutal » de l'archevêque, cet ancien médecin devenu prêtre à l'âge de 44 ans, et sa propension à se fâcher avec tout le monde : avec les traditionalistes en limitant le nombre de messes en latin, selon le souhait du pape ; avec les progressistes, qui lui reprochent d'avoir fermé un centre accueillant des migrants et des couples et parents gays.

Mais le moins reluisant était encore à venir : le 9 décembre, *Paris Match* publie, en bas à gauche de sa une consacrée à Valérie Pécresse, une photo de M^{gr} Aupetit en compagnie d'une femme dont il est très proche et dont l'influence dans le diocèse aurait gêné certains clercs. « Il aurait menti au pape », titre l'hebdomadaire. En pages intérieures [titre : « Monseigneur Aupetit perdu par amour »], *Paris Match* mène « l'enquête ». Élément troublant : la signataire de l'article, Caroline Pigozzi, est l'une des vaticanistes les mieux informées de la place.

Faute de connaître le fin mot de cette affaire qui empoisonne l'Église de France, on reste stupéfait : depuis quand envoie-t-on les paparazzi chasser les archevêques à la sortie d'un restaurant ? Dans une interview au *Parisien/Aujourd'hui en France*, le 14 décembre, M^{gr} Aupetit se dit « victime d'une cabale » et confie à propos de la femme photographiée en sa compagnie : « C'est une amitié. Sur le plan personnel, spirituel, nous sommes sur la même longueur d'âme. » Jolie formule. Il annonce aussi qu'il va déposer une plainte en diffamation. Comment lui donner tort ? ■

PS. 68% des quelque 4 000 votants (voir ICN 6903) ont décidé que la statue de Napoléon reprendrait sa place devant l'hôtel de ville de Rouen.

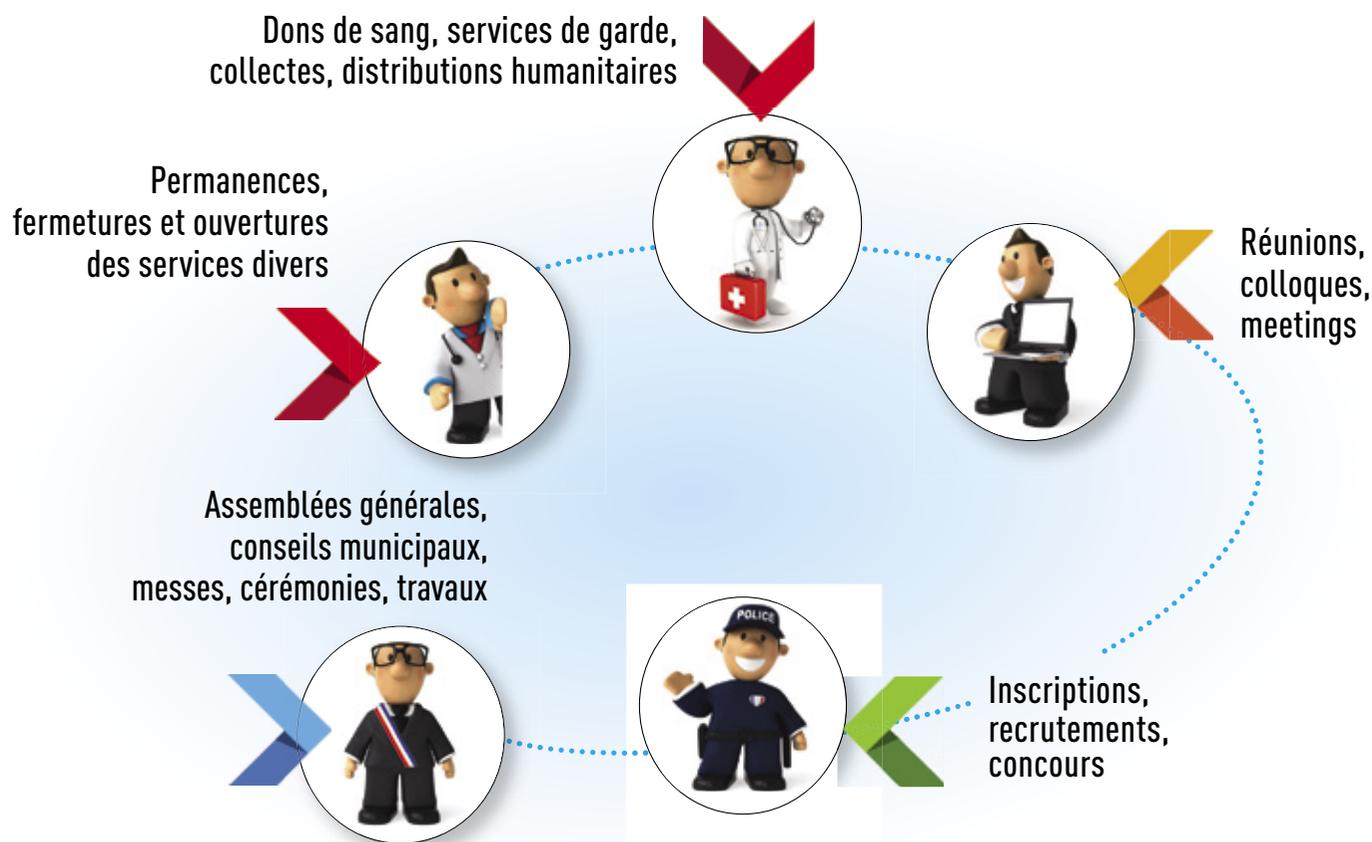
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS ASSOCIATIONS
ET COMMUNES



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info

